

Ont contribué à ce numéro



D.R.

Jérôme ANDRES

est directeur de la Politique, en charge de l'IA des produits et de la robotisation, pour la branche Systèmes d'information et communication sécurisés du groupe Thales.

Ancien élève de l'École polytechnique et de l'École Télécom Paris, il intervient depuis vingt-cinq ans dans l'industrie, fort d'une double

connaissance en matière de télécommunications et de secteurs souverains.

Il a occupé différentes fonctions dans le groupe Alcatel, puis Alcatel-Lucent : ingénierie, standardisation, gestion de produits et de lignes de produits, soutien avant-vente et après-vente, dans un contexte à forte composante internationale dans le domaine des réseaux mobiles et de l'Internet.

Il rejoint le groupe Thales en 2013 pour jouer un rôle au sein de la direction des Offres et du business development pour de grands systèmes d'information en France et en Europe, en lien avec la sécurité civile, la justice, la cybersécurité et la protection de la vie privée. En 2018, il renoue avec des fonctions de politique produit concernant les données critiques en grand volume (*Big Data*) dans un contexte de souveraineté, puis pour coordonner la politique produit de Thales dans les communications et les systèmes d'information sécurisés. Il travaille aujourd'hui plus spécifiquement sur l'introduction de l'IA dans ces produits, les enjeux ESG (Environment, Social & Governance) ainsi que sur l'introduction de la robotisation et les impacts de celle-ci dans le champ de bataille aéroterrestre.

Il porte une attention majeure aux implications géopolitiques, sociales et industrielles des nouvelles technologies, ainsi qu'un regard exigeant et lucide sur la place de la souveraineté au niveau national et européen.



D.R.

Alain BENSOUSSAN

est avocat à la cour d'appel de Paris. Il est un précurseur du droit des technologies avancées et un expert reconnu du droit des données à caractère personnel, dont il a accompagné l'émergence dès 1978. Il a fait de l'élaboration de concepts nouveaux l'une de ses marques de

fabrique : domicile virtuel, droits de l'homme numérique, vie privée résiduelle, etc. En 2012, après avoir créé Lexing®, premier

réseau international à fédérer des avocats en droit du numérique et des technologies avancées, il lance au sein de son cabinet un département sur le droit de l'intelligence artificielle et des technologies robotiques, y voyant « la reconnaissance par le droit d'une mutation technologique au moins aussi importante que l'ont été l'informatique et les réseaux sociaux au XX^e siècle ». Il est président fondateur de l'Association des Data Protection Officers (ADPO).



D.R.

Laetitia BRACCO

est conservatrice des bibliothèques au sein de la mission Appui recherche de la direction de la Documentation, à l'Université de Lorraine. Elle y occupe le poste de *data librarian*. À ce titre, elle coordonne l'accompagnement des chercheurs, ingénieurs et doctorants de l'établissement sur la question des données

de la recherche et fait partie de l'équipe de bibliométrie. Elle coordonne également la communication Science ouverte de l'Université de Lorraine. Au niveau national, elle anime le groupe de travail Science ouverte – Données de Couperin et pilote le projet de Baromètre français de la Science ouverte relatif aux données de la recherche et codes logiciels.



D.R.

Gaëlle BUJAN,

économiste de formation, a été chargée de la politique régionale de recherche au conseil régional de Bretagne de 1994 à 2001.

À l'Institut de recherche pour le développement, elle est administratrice du Centre de recherche Île-de-France et est également administratrice

de l'IRD à Paris et adjointe au Secrétaire général de cet organisme.

En 2007, elle est adjointe au délégué régional de la délégation Île-de-France Ouest et Nord du CNRS.

En janvier 2012, elle est nommée déléguée régionale de la délégation Alsace du CNRS, puis, en novembre 2014, elle devient déléguée régionale de la délégation Aquitaine du CNRS.

Depuis avril 2018, elle est la déléguée à la protection des données du CNRS.



D.R.

Stéphanie COMBES

est directrice du Health Data Hub (HDH), un groupement d'intérêt public visant à faciliter l'accès aux données de santé pour la recherche et l'innovation. Responsable du lancement du Health Data Hub, après avoir été rapporteure de la mission de préfiguration de ce groupement et cheffe de projet au *Lab Santé*

de la Drees, elle a accompagné toutes les étapes de construction du HDH, jusqu'à l'entrée en service de ce dernier, en décembre 2019.

Diplômée de l'École polytechnique, de l'ENSAE et de la Paris School of Economics, elle intègre en 2010 la direction générale du Trésor, s'intéressant aux questions liées aux politiques énergétiques. Elle coordonne ensuite une équipe chargée de la production de prévisions à court terme relatives à l'évolution du PIB en France, avant de rejoindre, en 2014, l'Insee, où elle est en charge de la création de l'activité *Big Data*, qui préfigure la création du laboratoire d'innovation de l'Insee.



D.R.

Frederik COPPENS

is Head of Node for ELIXIR Belgium and is IT manager at the VIB-UGent Center for Plant Systems Biology. For more than a decade, he has focussed on providing infrastructure and services for data in life sciences. Frederik Coppens is heading a multi-disciplinary team focussing on FAIR data and reproduc-

ible data analysis. The team is involved in leading roles in many European projects, contributing to the development of the vision of the European Open Science Cloud. Frederik Coppens is co-leading RDMkit, the data management toolkit for bioscientists and data stewards developed by ELIXIR, and Work-flowHub, the ELIXIR registry for computational workflows. Frederik Coppens is member of the Galaxy Executive Board and ELIXIR Belgium hosts a Belgian Galaxy instance. The team contributes to the further development of the Galaxy Research Environment, with a focus on facilitating access to and sharing of data and provenance of workflows. Frederik Coppens was appointed as Belgian delegate in the Strategy Working Group on Data, Computing and Digital Research Infrastructures for ESFRI, 1 Million Genomes WG5 (ICT), the Flemish Supercomputer Center User Council, and the Flemish Open Science Board. More recently, access to and sharing of human (genomic) data has become for him a priority, contributing to the establishment of a biobank and associated digital ecosystem in Belgium to link health and research data, aligned with the developments in Europe.



D.R.

Didier DANET

est maître de conférences (HDR) de l'Université de Rennes 1. Il est détaché à l'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan. Il est membre du groupement GEODE (Géopolitique de la datasphère), qui est dirigé par Frederick Douzet, Université Paris 8. Ses recherches portent sur les mutations à

l'œuvre dans les conflits contemporains, en particulier l'autonomisation croissante des systèmes d'armes et la question des systèmes d'armes létaux autonomes (SALA), ainsi que la conflictualité dans l'espace numérique et la gestion des crises cyber. Parmi ses publications récentes, il a co-dirigé, avec Stéphane Taillat et Amaël Cattaruzza, *Cyberdéfense, politique de l'espace numérique*, aux Éditions Armand Colin, Collection U. Il a également produit plusieurs articles portant sur la question de la souveraineté numérique, en particulier avec Alix Desforges (publication dans la revue *Hérodote*, les *Annales des Mines...*).

Directeur du Mastère spécialisé en cyberdéfense, il intervient dans le cadre de la formation initiale et continue au travers d'enseignements de gestion appliquée au domaine militaire : gestion des crises en cyberdéfense, intelligence économique, analyse économique de la Défense...



D.R.

Marie-Laure DENIS

est Conseiller d'État. Elle est présidente de la CNIL depuis février 2019 (nommée par décret du Président de la République pour un mandat de cinq ans).

Elle est diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris (1988) et ancienne élève de l'École nationale d'administration (promotion

« Condorcet »).

Elle a été auditrice (de 1992 à 1995), puis maître des requêtes (de 1998 à 2002) au Conseil d'État. En 2017, elle est nommée Conseiller d'État, rapporteur à la 6^e chambre de la Section du contentieux et membre de la Section du rapport et des études.

Elle a été directrice adjointe du cabinet du maire de Paris de 1996 à 1998 et directrice du cabinet du ministre délégué à la Famille et directrice adjointe du cabinet du ministre de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées de 2002 à 2004.

Elle a été membre du CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel) de 2004 à 2016, puis membre de l'Arcep (Autorité de régulation des communications électroniques et des postes) de 2011 à 2016. Depuis 2017, elle était membre du CORDIS (Comité de règlement des différends et des sanctions) de la Commission de régulation de l'énergie (CRE).



D.R.

Kathleen D'HONDT

was trained as a molecular cell biologist both in academia and in industry. She got a PhD at the University of Ghent (Belgium) and spent several years as a postdoc in the Ghent University and VIB, the Wageningen University (the Netherlands) and the Biozentrum in Basel (Switzerland). In 2006, she

joined the Department of Economy, Science and Innovation of the Flemish government as a Policy Analyst and joined in 2013 the OECD as a senior policy analyst in the Working Party on Bio-, Nano- and Converging Tech (BNCT). Since 2016, she is back at the Department of Economy, Science and Innovation of the Flemish government. Kathleen D'Hondt is the author of a number of science policy papers emphasising on the potential of microbiomes to address challenges related to health, nutrition and environment. Kathleen D'Hondt coordinates the SAPHIRE (Securing the Adoption of Personalised Health in Regions), a coordination action under Horizon 2020, and the Vanguard Initiative pilot on Smart Health a smart specialisation partnership on Personalised Medicine. Kathleen D'Hondt is also a member of MicrobiomeSupport and in this context ensuring the interaction and communication with the International Bioeconomy Forum and its Working Group on Food Systems' Microbiomes.



D.R.

Thomas FAURÉ

est ingénieur centralien, entrepreneur et expert du numérique. Se mettant au code dès son adolescence, il reçoit sa première proposition d'embauche alors qu'il est encore au lycée. À sa sortie de l'École centrale, il entre comme ingénieur chez Sagem Sécurité, devenu Safran Morpho, le leader

mondial des systèmes de reconnaissance biométrique d'empreintes digitales. En plus de ses missions, il conçoit une base de connaissances toujours opérationnelle au sein du groupe, et développe plusieurs applications collaboratives. Puis il rejoint Polyconseil, cabinet de conseil en stratégie d'innovation appartenant au groupe Bolloré. Il participe au déploiement d'Autolib, premier réseau de location de voitures électriques en France.

Cependant, mu par l'innovation, il souhaite créer un réseau social à la manière de Facebook, mais qui soit non intrusif et respectueux des données personnelles de l'internaute. Son principe est simple : chaque utilisateur possède un seul compte, avec lequel il a accès à plusieurs « sphères » : sa sphère professionnelle, ses sphères privées ou encore celles liées à ses engagements associatifs. C'est Whaller, la réunion de wh + all, c'est-à-dire « ensemble ». Seul, travaillant la nuit, il code. En 2013, grâce à Vincent Bolloré, qui est son premier investisseur, il crée Whaller.

Souvent présenté comme l'anti-Facebook, Whaller est un réseau social français précurseur, offrant le plus haut niveau de sécurité en ligne. Il est destiné aussi bien aux entreprises, aux collectivités et aux administrations, qu'aux particuliers. Il propose des outils de gestion de projets, des intranets et des espaces collaboratifs. Il est utilisé par près d'un million d'utilisateurs réguliers.

Whaller compte plus de 30 collaborateurs permanents et plus de 200 clients.

Thomas Fauré intervient régulièrement dans le débat public pour défendre la souveraineté numérique française, tant sous forme de tribunes que de participation à des conférences publiques ou à des auditions avec des élus ou des représentants des pouvoirs publics. Il a publié deux ouvrages, *Transmettez !* (aux Éditions Baudelaire, 2018) et *Après Facebook, rebâtir* (Les Nouvelles éditions de Passy, 2022).



D.R.

Marco FIORINI

dirige le projet « Intelligence artificielle et cancer » du contrat stratégique de filière des industries et technologies de santé. Il est membre du comité Innovation du Medef.

Avant de rejoindre ce projet, il a dirigé l'Alliance pour la recherche et l'innovation des industriels de la santé (ARIIS).

Il a dirigé le consortium public de valorisation de l'Alliance nationale pour les sciences de la vie et de la santé (Aviesan). Marco Fiorini a débuté en tant que *data analyst* au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) et y a été conseiller au sein de la direction de la Stratégie et des programmes.



D.R.

Éric FREYSSINET

est officier général de gendarmerie, commandant en second de la gendarmerie dans le cyberspace, poste qu'il occupe après vingt-quatre ans de carrière dans différents postes à responsabilité relevant du champ de la lutte contre la cybercriminalité. Ingénieur de formation (École poly-

technique, X92), il complète sa formation, en 2000, par l'obtention d'un mastère spécialisé en sécurité des systèmes d'information et des réseaux (Télécom ParisTech) et, en 2015, par la soutenance d'une thèse de doctorat en informatique sur la lutte contre les *botnets* (Université Paris 6).



D.R.

Jean-Gabriel GANASCIA

est ingénieur et philosophe de formation initiale. Il s'est très tôt orienté vers l'informatique et l'intelligence artificielle. Il a soutenu, en 1983, à l'Université Paris-Sud (Orsay), une thèse de Doctorat sur les systèmes à base de connaissance, puis, en 1987, toujours à l'Université Paris-Sud, une thèse d'État sur l'apprentissage symbolique.

Professeur à la faculté des sciences de Sorbonne Université depuis 1988, il poursuit ses recherches au LIP6, où il dirige l'équipe ACASA (Agents cognitifs et apprentissage symbolique automatique). Dans le passé, il a créé et dirigé le groupement d'intérêt scientifique « Sciences de la cognition » au CNRS et le labex OBVIL (Observatoire de la vie littéraire). Spécialiste d'intelligence artificielle (EurAI Fellow), d'apprentissage machine et de fouille de données, ses recherches actuelles portent sur le versant littéraire des humanités numériques, sur l'éthique computationnelle et sur l'éthique des technologies de l'information et de la communication.

Il est membre du CNPEN (Comité national pilote d'éthique du numérique), président du comité d'éthique de Pôle emploi, du comité d'orientation du CHEC (Cycle des hautes études de la culture) et de l'AFAS (Association française pour l'avancement des sciences). Enfin, il a présidé le comité d'éthique du CNRS de 2016 à 2021.

Au cours de sa carrière, il a publié plus de 500 articles dans des actes de conférences, dans des livres et des revues scientifiques. Il est aussi l'auteur d'une dizaine d'ouvrages destinés au grand public, dont les trois derniers sont : *Servitudes virtuelles*, aux Éditions du Seuil, Collection « Sciences ouvertes », 2022 ; *Le mythe de la singularité : faut-il craindre l'intelligence artificielle ?*, aux Éditions du Seuil, Collection « Sciences ouvertes », 2017 (cet ouvrage a obtenu le prix Roberval grand public) ; *Intelligence artificielle : vers une domination programmée ?*, Le Cavalier Bleu, Collection « Idées reçues », 2017.



© Alessandro Silvestri

Pascal GONTIER

est diplômé de l'École nationale supérieure d'architecture de Versailles, Postgrade de l'EPFL (École polytechnique fédérale de Lausanne) en architecture et développement durable. Il est titulaire du Master européen en architecture et développement durable (École polytechnique fédérale de

Lausanne).

Pascal Gontier est professeur à l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes. Il est également membre titulaire à l'Académie d'architecture depuis 2016.

Il est l'auteur de nombreux articles sur l'architecture et l'écologie. Il est également l'auteur du livre *Home, habitat ouvert et sur mesure*, publié en 2018.

Il a créé son agence d'architecture et d'urbanisme en 1997. Sa démarche est marquée par un goût prononcé pour l'innovation et l'expérimentation, ainsi que par un engagement fort et des compétences reconnues dans le domaine de la transition écologique.

Il est membre du conseil d'administration de l'Association pour le développement des immeubles en bois (ADIVBOIS) et membre de l'Institut pour la conception environnementale du bâtiment (ICEB).

Son travail a été présenté dans le cadre de nombreuses expositions, notamment : Exposition Vivre Bois, Galerie au Roi, en 2019 ; Salon d'Automne, à Paris, 2016 ; Habitat III à Quito ; exposition à l'Alliance française d'un bâtiment en structure bois à Pessac, 2014 ; Architecture française en bois, Linz, Autriche, 2010 ; Habiter 10.09/09.10, exposition au Pavillon de l'Arsenal, Paris, 2010 ; Paris +2 degrés, Parc de Bercy, Paris, 2009-2010 ; Villes rêvées. Villes durables, Fondation EDF, Paris, 2009 ; Habiter 09.08/09.09, exposition au Pavillon de l'Arsenal, Paris, 2009.

Il a reçu différents prix pour ses réalisations : Grand prix d'architecture du Salon d'Automne, Vorarlberg Holzbau Price 2011 (Maison Gaïta – Maison passive et à énergie positive), catégorie bâtiment étranger ; le Prix AMO 2013 Spécial Fondation d'Entreprise SMA pour des logements sociaux à Paris pour la RIVP ; 1^{er} prix Trophée Bois Île-de-France 2016 ; et 1^{er} prix Bas Carbone des Green Building Awards 2016 France pour le bâtiment Max Weber – Université de Paris Nanterre.



D.R.

Louis GOUBIN

est professeur de classe exceptionnelle à l'Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, au sein de l'Université Paris-Saclay, où il dirige le groupe de recherche « Cryptologie et sécurité de l'information » au laboratoire LMV (UMR CNRS 8100).

Ancien élève de l'École normale supérieure (Paris) et agrégé de mathématiques,

il est titulaire d'un Doctorat en mathématiques pures de l'Université Paris-Sud (1995) et d'une Habilitation à diriger des recherches (HDR) de l'Université Paris-Diderot (2003).

Il a publié près de 90 articles de recherche, cités plus de 5 000 fois au total, sur la conception de nouveaux cryptosystèmes symétriques et asymétriques (post-quantiques), la cryptanalyse d'algorithmes et de protocoles théoriques et pratiques, la protection des implémentations logicielles ou matérielles contre les attaques physiques, et sur de nouvelles avancées dans le chiffrement complètement homomorphe (FHE) et la cryptographie en boîte blanche.

Il a également travaillé pendant huit ans dans l'industrie (Bull, Schlumberger, puis Gemalto, et aujourd'hui Thales). Il a déposé une vingtaine de brevets sur des

aspects appliqués de la cryptologie, a fondé un master en cybersécurité appelé SeCRéTS (Sécurité des contenus, des réseaux, des télécommunications et des systèmes) et a été ou est le directeur de thèses de plusieurs étudiants (au nombre de 23 jusqu'à présent).



D.R.

David GRUSON

est ancien élève de l'École nationale d'administration et de l'École des hautes études en santé publique. Il est directeur du programme Santé du groupe Luminess, spécialisé dans la transformation digitale. Il a occupé plusieurs postes à responsabilité dans les domaines des politiques publiques et de la santé. Il a, en particulier, été

conseiller du Premier ministre chargé de la santé et de l'autonomie (2010-2012) et directeur général du Centre hospitalier universitaire de La Réunion (2012-2016). Il est professeur à la Chaire « Santé » de Sciences Po Paris. Il est le fondateur d'Ethik-IA, dont les propositions sur l'IA en santé ont inspiré le volet « Intelligence artificielle » de la révision de la loi de la bioéthique et le nouveau règlement européen sur l'IA.

Il est l'auteur de *S.A.R.R.A., une intelligence artificielle* et de *S.A.R.R.A., une conscience artificielle*, premiers polars bioéthiques sur l'IA en santé, parus respectivement en juin 2018 et en mars 2020 aux Éditions Beta Publisher. Leur *spin-off* « Tuer CAMUS – SARRA files » vient de paraître aux mêmes éditions : sous la forme d'une rencontre à travers le temps, y est décrite la rencontre entre Albert Camus et l'intelligence artificielle. Il a également écrit *La Machine, le Médecin et Moi*, ouvrage de référence sur le développement de l'IA en santé, paru en novembre 2018, aux Éditions de l'Observatoire et est co-auteur de *La Révolution du pilotage des données de santé*, un ouvrage paru en mai 2019, aux Éditions Les Études hospitalières.



D.R.

Charles HUOT

est un entrepreneur de l'innovation et des *data*, justifiant de plus de trente années d'activité opérationnelle dans le management des environnements *data* et logiciels *high tech*.

Aujourd'hui, il dirige la société People in the Sun, qui accompagne les organisations dans leur parcours d'exploitation et de valorisation des données. C'est dans le cadre de l'une de ces missions qu'il est amené à collaborer à la création de l'entreprise HPC Data France pour le développement de *Big Data centers* en région parisienne. En 2020, il a co-fondé Hydria Data, à Montréal, qui œuvre au développement de *data centers* haute densité en Amérique du Nord ; il en a pris la présidence.

Il est également président du plus grand pôle de compétitivité français, Cap Digital, une association qui assure, dans les régions Île-de-France et Hauts-de-France, une animation entre les acteurs économiques et ceux de la recherche dans l'innovation digitale collaborative.

Avant de co-fonder TEMIS en juin 2000, racheté en 2015 par Expert System, Charles Huot a passé dix ans chez IBM en tant que directeur international des ventes pour les logiciels de Text Mining. Il a soutenu une thèse en analyse de données pour l'intelligence économique à l'Université de Marseille et au Centre européen de mathématiques appliquées d'IBM, obtenant ainsi un Doctorat.

Il est membre de l'Institut des sciences cognitives de l'Université du Québec à Montréal, chargé d'enseignement à l'École de guerre économique dans le domaine du *Big Data* et de l'intelligence artificielle et, depuis octobre 2020, membre du conseil d'administration de l'Institut géographique national.



D.R.

Stéphanie KERVESTIN-YATES

est docteure en biologie de Sorbonne Université. Après trois ans à University of Massachusetts Medical School comme research associate, elle entre au CNRS en 2006, comme chargée de recherche, puis est nommée, en 2015, responsable de l'innovation et des partenariats industriels à l'Institut des

sciences biologiques du CNRS. De 2019 à 2020, elle est chargée de mission à la délégation régionale à la recherche et à la technologie Île-de-France du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, avant de revenir au CNRS en tant que responsable du service Partenariats et valorisation à la délégation régionale Paris Centre de l'organisme. Depuis mai 2022, elle a succédé à Marco Fiorini comme déléguée générale de l'Ariis (Alliance pour la recherche et l'innovation des industries de santé).



D.R.

Lene LANGE has been Research Director in both public and private (Novozymes) R&D, and has held full professorships at three Danish universities. She has experience from a portfolio of bioeconomy advisory roles, international, European, Nordic, and Danish, amongst others e.g. Vice-Chair of the Scientific Committee for BBI JU, a

3.7 billion Euro program and member of the Scientific Committee for EU CBE-JU. She has been Board Chair for CIMMYT, CGIAR, International Wheat & Maize Research Institute; and Program Chair for IRRI, CGIAR, International Rice Research Institute. Now, she having

her own company, BioEconomy, Research & Advisory. Current research portfolio includes EU-, Nordic- and Danish-funded projects. Research focus: 1. Discovery of new enzymes for converting biomass to higher value products. 2. Microbiome research, microbiome composition and function, of relevance for food and feed. 3. Inventor of new State-of-the-Art peptide-based functional enzyme protein annotation method (CUPP, Barrett & Lange, 2019). Lene Lange has a strong publication record: in all > 275 peer reviewed papers, books, monographs and several patents which together resulted in > 4.300 citations. From 2015-2022, Lene Lange published 64 peer-reviewed papers. Publication portfolio based on having own research group all the way through the career, alongside with upper management positions. Lene Lange has gained experience spanning the entire value chain, from R&D and patenting, to process and product development, as well as strategic marketing and policy framework, communication and dissemination. Lene Lange has publications in and experience from upgrading an entire spectrum of different types of biomass, green biomass (e.g. grass), yellow biomass (e.g. straw), blue biomass (e.g. macroalgae and fish-cut-offs), and red biomass (e.g. chicken feather or bristles); plus, most importantly upgrading of agro-industrial side-streams as well as municipality waste and the microbial biomass waste water sludge.



D.R.

Virginie LASSERRE

est directrice des Affaires externes de Janssen France. Elle est diplômée en pharmacie de l'Université Paris-Sud et est également titulaire d'un master en Marketing et management de l'ESSEC. Elle débute sa carrière au sein du laboratoire Boehringer Mannheim en 1996 en qualité de chef de produit, avant

de rejoindre GSK, où elle consolidera son expérience en stratégie commerciale. Virginie Lasserre intègre Janssen en 2006, où elle occupe plusieurs postes. Après une expérience marketing/vente confirmée dans plusieurs domaines, au niveau France et européen, elle intègre le département Accès au marché, en 2017, s'impliquant plus particulièrement sur de nombreux sujets relatifs à l'accès aux innovations, notamment en santé mentale, à la transformation numérique et aux enjeux sociétaux. Forte de son expérience, elle devient responsable des Affaires gouvernementales en 2019, puis directrice des Affaires externes en 2020. Également engagée dans des démarches partenariales auprès de l'écosystème français d'innovation, elle contribue activement à développer sur le territoire national la stratégie d'Open Innovation du groupe Johnson & Johnson.



D.R.

Frédérique LESAULNIER

est docteure en droit, spécialiste des systèmes d'information et de la protection des données de santé. Elle a travaillé dix ans à la CNIL, où elle a coordonné le pôle Santé de la direction des Affaires juridiques, puis a rejoint l'Inserm en 2014, où elle a assuré les fonctions de déléguée à la protection des données depuis l'entrée en application du RGPD. Son implication dans la crise sanitaire aux côtés des chercheurs et de la CNIL a été récompensée par le prix Inserm de l'innovation 2020. Elle est depuis décembre 2021, la déléguée à la protection des données de l'Institut du cerveau, qui est spécialisé dans la recherche visant à comprendre le fonctionnement du cerveau sain et les causes et les mécanismes des maladies du système nerveux. Elle est également experte près du Conseil de l'Europe. Elle enseigne dans le cadre de troisièmes cycles universitaires (Master 2 Droit du numérique, parcours « Protection des données personnelles », Paris-Descartes...) et intervient auprès de professionnels. Elle est par ailleurs rédactrice en chef de la revue *Médecine & Droit*.



D.R.

Étienne MAURY

a débuté sa carrière en 2007 à Bruxelles au sein du cabinet Weber Shandwick avant de rejoindre le Parlement européen en 2009, en tant qu'attaché parlementaire. De 2013 à 2017, il a été conseiller politique de groupe pour la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE) du Parlement européen,

suivant les évolutions législatives et politiques dans les domaines des droits fondamentaux, de la coopération policière et judiciaire, du droit pénal et de la sécurité intérieure. Il a notamment participé au processus législatif et aux négociations ayant conduit à l'adoption du Règlement général sur la protection des données (RGPD) et de la directive Police-Justice sur la protection des données. En 2017, Étienne Maury a rejoint la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) en tant que juriste, pour exercer au sein du service des Affaires européennes et internationales, où il a notamment participé aux travaux du Comité européen de la protection des données (CEPD), prenant part aux activités de coopération réglementaire et à l'élaboration de lignes directrices sur les principales dispositions du RGPD, ainsi que sur les transferts internationaux et l'accès aux données par les autorités publiques de pays tiers. En 2021, il a été nommé conseiller juridique auprès de la Présidente et des Secrétaires généraux de la CNIL.

Il est diplômé de l'École des hautes études en sciences de l'information et de la communication (CELA – Sorbonne Université) et de l'Institut d'études politiques de Strasbourg (Sciences Po Strasbourg).



D.R.

Adel MEBARKI

justifie d'une double compétence technique et managériale acquise au travers de ses diplômes d'ingénieur et liées à ses études en écoles de commerce. Spécialisé dans le management industriel, il a effectué son MBA à l'ESC La Rochelle ainsi qu'à l'EGSI La Rochelle, avant de se diriger vers le secteur des nouvelles technologies en santé.

En 2013, il rejoint la CRO Kappa Santé en tant que chef de projet Innovation et se spécialise dans la gestion et le développement de projets d'intelligence artificielle adaptés à la santé au sein du pôle Innovation. Il passe rapidement responsable Innovation et marketing du pôle, et est nommé directeur général adjoint et est co-fondateur de Kap Code lors de sa création en 2016. Aujourd'hui, il manage des équipes pluridisciplinaires présentant des profils allant d'ingénieurs, de pharmaciens ou de *data scientists* aux équipes marketing. Il justifie aujourd'hui de plus de huit années d'expérience dans des projets liés au *Big Data* et à l'intelligence artificielle. Ses compétences regroupent le NLP (Natural Language Processing) à travers le développement de l'outil Detec't, le Computer Vision suite à la création de W'asm, les IoTs (Internet of Things) avec la production de Connect'inh et l'implémentation de projets *Big Data* complexes grâce à Presidio. Ses travaux lui confèrent aujourd'hui un statut d'expert reconnu dans le monde de la santé digitale. Depuis plus de deux ans, il est co-porteur du diplôme universitaire Digital Health de Paris-Saclay. En parallèle, il met à disposition son expertise en intervenant dans diverses facultés de pharmacie. Il est également expert indépendant dans la revue de projets collaboratifs pour Cap Digital et est membre du conseil d'administration du Healthcare Data Institute.



D.R.

Christian REIMSBACH-KOUNATZE

is an Information Economist/Policy Analyst at the OECD Directorate for Science, Technology and Innovation (STI). Christian Reimsbach-Kounatze has been working in STI on topics related to the Internet and digital economy since 2008. This includes in particular work on data-driven innovation and enhancing

access to and sharing of data. He is now co-ordinating Phase III of OECD's Going Digital Horizontal Project on Data Governance for Growth and Well-Being (<https://www.oecd.org/digital/going-digital-project/>).

Before joining the OECD, Christian Reimsbach-Kounatze worked as a researcher at the Institute for Information and Market Engineering of the Karlsruhe Institute of Technology (KIT) and at SAP Research (Germany). Christian Reimsbach-Kounatze holds a Diploma in Information Science, Engineering and Management and in Economics, both granted by the KIT.



D.R.

Elettra RONCHI,

PhD, MPP, is senior policy consultant in data governance, privacy and digital health. Since January 2022, she is consultant to the WHO/Europe Data and Digital Health Division of Country Health Policies and Systems. In her former capacity as Head of Unit in the Division for Digital Economy Policy at the

Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD), she has led work on data governance, privacy and risk management for over a decade. Work under her guidance has recently included the review of the OECD Privacy Guidelines, the development of the 2021 OECD Recommendation on Enhancing Access and Sharing of Data and the 2016 Council Recommendation on Health Data Governance. During her career as international policy analyst, Dr. Elettra Ronchi has worked extensively on evaluating the conditions for system innovation and digital transformation which she has examined in a variety of sectors with a particular focus on health care systems. She has served as an expert on various advisory boards and panels, including most recently the Ethics Advisory Council of the International Covid-19 Data Alliance, the Working Group on Data Governance of the Global Partnership on Artificial Intelligence, and the Foundation Board of the Graduate Institute of International and Development Studies.

She started her policy career in 1993 as consultant for the United Nations Development Programme, before which she held academic research and teaching positions in the U.S. and France.



D.R.

Éric SALOBIR

est le président du comité exécutif de la Human Technology Foundation et est le fondateur d'OPTIC, réseau international de recherche et d'action plaçant l'humain au cœur du développement des technologies.

OPTIC rassemble plusieurs milliers de chercheurs, d'entrepreneurs et de développeurs de techno-

logies. Ce réseau réalise des projets de recherche en éthique pratique donnant lieu à la publication d'articles et de rapports (www.optictechnology.org). Il accompagne également les décideurs des politiques

publiques et les entrepreneurs dans leur évaluation de l'impact des technologies, à travers du coaching et des formations. À Paris, le réseau anime le Lab.222, un espace de réflexion dédié à l'innovation éthique.

Diplômé de l'École de commerce ISC Paris, il a travaillé à l'ambassade de France à Prague (section Économie et commerce) et au Crédit lyonnais (aujourd'hui, LCL), au sein du département Banque d'affaires, à Paris.

Il a rejoint l'Ordre des prêcheurs (Dominicains) en 2000. Il est prêtre, diplômé en théologie et en philosophie. Il a été rédacteur en chef de la radio ROC FM et membre du conseil d'administration de la Fédération française des radios chrétiennes. Il a également été responsable de la Web TV des émissions catholiques pour la chaîne de télévision française France 2.

Expert auprès du Saint-Siège, il conseille des dirigeants de grandes entreprises et des acteurs des politiques publiques sur les questions éthiques relatives aux technologies de rupture. Il est l'auteur de l'ouvrage *Dieu et la Silicon Valley*.



D.R.

Le **Dr Laure TABOUY**

a une double casquette de neuroscientifique et d'éthicienne/neuroéthicienne, et est future PhD au carré (2^e PhD en cours).

Elle est chercheuse, consultante, cheffe de projet et formatrice en éthique de la recherche et intégrité scientifique, sur des questions relatives aux enjeux éthiques,

sociétaux et légaux des neurosciences, des neurotechnologies, du numérique et des données et de la bioéthique, ainsi qu'aux enjeux de la science ouverte sur le plan de la carrière des PhD.

Elle est docteure en neurosciences moléculaire et cellulaire, en génétique depuis le 19 décembre 2012 (Université de Paris) et justifie d'un master Éthique de la recherche de l'Université Paris-Saclay, obtenu en 2021.

Elle a eu l'audace de se lancer dans un deuxième doctorat en neuroéthique, qu'elle réalise depuis octobre 2021, au sein du CESP-U1018-INSERM de Paris-Saclay, dans l'équipe de Recherches en éthique et en épistémologie. Elle travaille en particulier sur les enjeux éthiques des neurosciences et des neurotechnologies.

Elle est également chercheuse et formatrice au sein du Laboratoire interdisciplinaire sur le Doctorat chez Adoc Talent Management, où elle assure le portage d'un projet traitant de l'influence de la science ouverte sur la formation doctorale et sur la poursuite de la carrière des docteurs à la lumière de l'éthique de la recherche.

Chercheuse engagée, elle est très active dans le mentorat de femmes scientifiques et de doctorantes, au sein de l'association Femmes et sciences. Par ailleurs, elle est membre de la Société française des neurosciences et de la FENS, ainsi que de la Société internationale de neuroéthique et du réseau CORTICO.

Elle intervient en tant que formatrice et consultante auprès d'un public de docteurs et de doctorants, d'ingénieurs, de commerciaux, de cadres, d'étudiants au sein de grandes écoles, de laboratoires de recherche et d'entreprises. Son intervention porte sur les questions éthiques, sociétales et juridiques des neurosciences, des neurotechnologies, de l'hybridation homme/numérique, du numérique et des données, de l'éthique et de l'intégrité de la recherche, de la science ouverte, des compétences et du développement de la carrière des docteurs, de la gestion des projets de doctorat...



D.R.

Bertrand WARUSFEL

est professeur de droit à l'Université Paris 8, où il enseigne notamment le droit du numérique et de la propriété intellectuelle. Il est co-directeur du Master 2 Propriété industrielle et innovation en santé. Il est également vice-président de l'Association française de droit de la sécurité et de la Défense.

Il est co-auteur de l'ouvrage *Droit du numérique* (Wolters Kluwer) chez Lamy et l'un des contributeurs au nouveau Code du numérique (Lexis-Nexis, 2021). Il travaille en particulier sur les questions de protection des secrets et d'échange des données dans le contexte numérique. Bertrand Warusfel est par ailleurs avocat au barreau de Paris (cabinet FWPA), spécialiste en droit de la propriété intellectuelle et des nouvelles technologies.